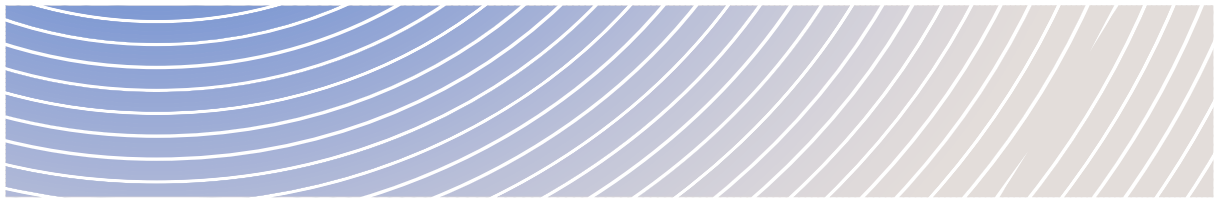


Plan de mobilisation et de partenariat avec les Autochtones



PROJET DE DÉPÔT SOUTERRAIN EN COUCHES GÉOLOGIQUES
PROFONDES DU COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE IRRADIÉ DU CANADA

10 AVRIL 2026

VERSION PROVISOIRE





Table des matières

Plan de mobilisation et de partenariat avec les Autochtones	1
1. Introduction	3
2. Description du projet proposé	5
3. Nations et communautés autochtones	6
4. Objectifs et méthodes de consultation et mobilisation	8
5. Activités de consultation et de mobilisation étape par étape	9
6. Rôles et responsabilités des organismes gouvernementaux	17
7. Aide financière aux participants	18
8. Protéger le savoir autochtone confidentiel	19
9. Comment soumettre des commentaires	19
10. Coordonnées générales	20

1. Introduction

Le document qui suit est une version préliminaire du Plan de mobilisation et de partenariat avec les Autochtones (PMPA) pour l'évaluation intégrée du projet de dépôt souterrain en couches géologiques profondes du combustible nucléaire irradié du Canada (le projet). Le PMPA décrit comment l'Agence d'évaluation des impacts du Canada (AEIC) et la Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) consulteront les Nations et communautés autochtones dont les droits pourraient être affectés par le projet, au cours du processus d'évaluation.

L'AEIC a déterminé qu'une évaluation intégrée était requise pour ce projet en vertu de la *Loi sur l'évaluation d'impacts* (LEI) et, au nom du ministre de l'Environnement et Changement climatique Canada, a renvoyé cette évaluation devant une commission d'examen intégré. Le projet comprend des activités physiques réglementées en vertu de la *Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires* (LSRN). Par conséquent, le processus d'évaluation sera mené de manière intégrée afin d'inclure les exigences réglementaires de AEIC et de la CCSN, et comprendra une décision fédérale en vertu de l'LEI, et une décision initiale d'autorisation en vertu de l'LSRN. Le comité d'examen mènera une évaluation d'impact intégrée (évaluation intégrée) qui tiendra compte des exigences réglementaires de l'IAAC et de la CCSN et qui suivra le modèle décrit dans le [Protocole d'entente concernant les évaluations d'impact intégrées en vertu de la Loi l'évaluation d'impact entre l'Agence d'évaluation d'impact du Canada et la Commission canadienne de sûreté nucléaire](#) (PE).

En tant que coordinateur des consultations de la Couronne, l'AEIC coordonne toutes les activités de consultation au nom du gouvernement du Canada, en associant d'autres autorités fédérales et provinciales aux consultations et aux activités de mobilisation selon les besoins. La CCSN assumera le rôle de coordonnateur des consultations de la Couronne lors des phases ultérieures de licences si celui-ci obtient l'approbation du gouverneur en conseil concernant la décision relative à l'évaluation des impacts et si la commission d'examen intégré recommande la délivrance du permis de préparation d'emplacement demandé en vertu de la LSRN. Une fois la décision prise, la CCSN agira en tant qu'organisme de réglementation du cycle de vie et évaluera les futures demandes de permis en vertu de la LSRN à mesure que le projet avancera, tout en poursuivant les consultations et la mobilisation continues auprès des Nations et communautés autochtones.

Dans le cadre de ce processus, l'AEIC et la CCSN mèneront des activités de consultation parallèlement au processus du comité d'examen. Un [comité d'examen](#) est un groupe d'experts indépendants sélectionnés pour leurs connaissances, leur expérience et leur expertise relatives à un projet et à ses effets potentiels. Pour les évaluations intégrées avec la CCSN, la commission d'examen doit comprendre un membre de la Commission de la CCSN. La commission d'examen s'appuie sur les informations fournies par les Nations et communautés autochtones, la Couronne et le promoteur dans le cadre du processus d'évaluation intégrée pour rédiger son rapport d'évaluation des impacts, qui contient des recommandations et des conclusions sur les impacts du projet sur les droits et les intérêts des Autochtones.

Une fois le comité d'examen constitué :

- le comité d'examen et la Couronne inviteront les Nations et communautés autochtones à participer au comité d'examen et aux processus de consultation, qui se déroulent en parallèle. L'AEIC et la CCSN s'efforceront d'éviter les chevauchements et de mettre en place un processus efficace, tout en veillant à ce que le comité d'examen reçoive les informations nécessaires de chaque partie afin de lui permettre de remplir son mandat ; et
- l'AEIC et la CCSN ne peuvent échanger des informations avec la commission d'examen que sur la base des documents publics, de la même manière que tous les autres participants. Il est donc important que les Nations et communautés autochtones soumettent directement leurs informations à la commission d'examen tout au long du processus, même si la Couronne est déjà en possession de ces informations.

Les activités de consultation seront menées dans l'esprit de réconciliation, de renouvellement des relations de nation à nation, de gouvernement à gouvernement et de relations Couronne-Inuit, et dans le respect des [Principes régissant la relation du Gouvernement du Canada avec les peuples autochtones](#). L'AEIC et la CCSN s'engagent à établir et à renforcer des partenariats avec les nations et les communautés autochtones, y compris des occasions de collaborer et de maximiser le leadership autochtone dans le cadre des évaluations intégrées.

Dans le cadre du processus d'évaluation intégrée, l'AEIC et la CCSN encouragent la participation active des Nations et communautés autochtones potentiellement touchées, des femmes, des Aînés, des personnes issues de la communauté 2ELGBTQI+ et des jeunes, de manière à refléter au mieux leurs protocoles culturels, leurs besoins et leurs intérêts particuliers.

Le PMPA pour cette évaluation de projet aborde :

- les consultations avec la Couronne sur les répercussions potentielles du projet sur l'exercice des droits ancestraux et des droits issus de traités, communément appelés droits des Autochtones, ainsi que sur les mesures d'adaptation, le cas échéant;
- la participation des Nations et communautés autochtones en ce qui concerne le savoir autochtone qu'elles peuvent apporter ou appliquer lors de l'examen des répercussions potentielles, ou d'autres considérations culturelles et coutumes qui devraient être prises en compte dans la prise de décision concernant le projet ;
- un engagement avec les Nations et communautés autochtones qui encourage la participation de différents sous-groupes de la population, en particulier les femmes, les Aînés, les personnes issues de la communauté 2ELGBTQI+ et les jeunes;
- les outils et les processus généraux de consultation et de mobilisation des Nations et communautés autochtones à toutes les étapes du processus d'évaluation intégrée, en particulier pendant les périodes de consultation publique sur les documents clés;

- les outils et les processus précis de consultation et de mobilisation avec les Nations et communautés autochtones qui ont manifesté un intérêt pour des éléments, ou des éléments principaux, de l'évaluation d'impact.

En plus des activités de consultation et de mobilisation de l'AEIC et de la CCSN décrites dans le présent PMPA, le promoteur est tenu de faire participer les Nations et communautés autochtones précisées dans le PMPA.

S'il y a des caractéristiques uniques qui ne sont pas définies dans le PMPA, des plans de consultation propres aux nations et aux communautés peuvent être élaborés pour décrire ces caractéristiques uniques du processus d'évaluation d'impact et de consultation.

L'AEIC et la CCSN prévoient aussi faire participer les nations, les communautés et les organisations autochtones qui s'intéressent au processus d'évaluation intégrée et qui ne sont pas mentionnées dans le PMPA, en recourant aux outils et des méthodes décrits dans le [Plan provisoire de participation du public](#).

2. Description du projet proposé

La Société de gestion des déchets nucléaires (le promoteur) propose un nouveau système de dépôt souterrain en couches géologiques profondes conçu pour contenir et isoler de façon sécuritaire du combustible nucléaire irradié. La Nation ojibwée de Wabigoon Lake (NOWL) et le canton d'Ignace ont été choisis comme collectivités hôtes pour le projet proposé, lequel se trouve à 21 kilomètres au sud-est de la NOWL et à 43 kilomètres au nord-ouest du canton d'Ignace, en Ontario, le long de la route 17. Tel qu'il est proposé, le projet de dépôt souterrain en couches géologiques profondes pour le combustible nucléaire irradié du Canada permettrait le stockage permanent d'environ 5,9 millions de grappes de combustible nucléaire irradié. Le projet devrait se dérouler sur environ 160 ans, ce qui inclut l'aménagement du terrain, la construction, l'exploitation et la surveillance de la fermeture. L'évaluation du projet est menée en collaboration avec la CCSN.

Dans le cadre du processus d'évaluation intégrée, qui sera mené en collaboration avec la CCSN, le promoteur soumettra les informations nécessaires pour prendre une décision d'EI en vertu de l'AIA et les informations nécessaires pour prendre un permis de préparation d'emplacement demandé en vertu de la LSRN. Si le projet est approuvé, le promoteur pourra demander ultérieurement des permis de construction, d'exploitation et de déclassement en vertu de la LSRN.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le projet ou pour consulter les renseignements et les commentaires reçus, consultez le registre canadien d'évaluation d'impact (le registre) à la page [Projet de dépôt souterrain en couches géologiques profondes du combustible nucléaire irradié du Canada](#)

3. Nations et communautés autochtones

L'AEIC et la CCSN ont identifié des Nations et communautés autochtones que la Couronne a l'obligation de consulter au sujet des impacts potentiels du projet proposé sur l'exercice de leurs droits autochtones, tels qu'ils sont reconnus et affirmés à l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.

Les listes des Nations et communautés autochtones identifiées peuvent évoluer tout au long du processus de consultation et de mobilisation, à mesure que L'AEIC et la CCSN reçoivent et recueillent davantage d'informations sur les effets potentiels du projet et sur les droits autochtones et issus de traités susceptibles d'être affectés.

Bien que le processus d'évaluation d'impact ne soit pas un processus de détermination des droits, l'AEIC et la CCSN reconnaissent que le contenu et l'étendue de l'obligation de consulter et, le cas échéant, de prendre des mesures d'adaptation, varient en fonction de la nature des droits (établis ou potentiels) et de la gravité des répercussions potentielles du projet sur ces droits. L'évaluation de l'AEIC et de la CCSN quant à l'étendue de l'obligation de consulter et, le cas échéant, de prendre des mesures d'adaptation, en est, au moment de la publication du présent PMPA, à sa phase préliminaire. L'AEIC et la CCSN s'efforcent de mener à bien ce travail en collaboration avec les Nations et communautés autochtones tout au long du processus d'évaluation intégrée. Il est prévu que le rôle des Nations et communautés autochtones variera selon les facteurs suivants : leur intérêt à participer; le type et la gravité des répercussions potentielles ou cumulatives sur la communauté et les droits; et la nature de l'intérêt de la communauté dans les terres, les eaux ou les ressources qui pourraient être touchées (p. ex. les résidents, les utilisateurs des terres, les territoires traditionnels, les revendications territoriales des Autochtones, etc.).

Le processus d'évaluation d'impact fédéral vise à créer des occasions pour les peuples autochtones qui pourraient être touchés par un projet afin qu'ils puissent exprimer leurs points de vue et leurs voix en vue de renforcer le processus d'évaluation intégrée, de documenter la conception du projet, d'obtenir de meilleurs résultats et de contribuer au suivi et à la surveillance. L'objectif de l'AEIC et de la CCSN est d'obtenir un processus respectueux qui reconnaît un large éventail de d'avis et de points de vue. L'AEIC et la CCSN invitent les contributions des Nations et communautés autochtones potentiellement touchées par le projet et encouragent leur participation au processus d'évaluation intégrée, tout en s'engageant à respecter les cultures, les valeurs et les langues des peuples autochtones ainsi que les droits des Autochtones à l'autodétermination.

L'AEIC et la CCSN appliquent un modèle de consultation et de mobilisation auprès des Nations et communautés autochtones qui met l'accent sur la collaboration et la recherche de consensus. Ce modèle soutient l'objectif du gouvernement du Canada visant à obtenir le consentement libre, éclairé et préalable dans le cadre du processus d'évaluation intégrée pour toutes les décisions qui affectent les droits des peuples autochtones. La recherche du consentement libre, préalable et éclairé vise à assurer la participation significative et effective des Nations et communautés autochtones dès le début

du processus d'évaluation des impacts ; elle variera en fonction des impacts du projet et des intérêts des peuples autochtones vivant à proximité du site du projet.

Le gouvernement du Canada s'engage à renouveler sa relation avec les peuples autochtones en mettant en œuvre la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (*Déclaration des Nations Unies*). L'AEIC et la CCSN sont résolues à entreprendre tous ses travaux de façon à s'harmoniser avec les objectifs et l'esprit de la *Déclaration des Nations Unies* et à veiller au respect des droits des peuples autochtones dans tout le processus d'évaluation intégrée. L'AEIC et la CCSN sont guidées par une ouverture aux points de vue autochtones, un engagement à la réconciliation et un objectif visant à maximiser le leadership autochtone dans les évaluations d'impact. Cela se traduit par la coopération, le partenariat et la réalisation d'évaluations d'impact qui mettent l'accent sur la nécessité de demander aux Nations et communautés autochtones de prendre des décisions en matière de consentement libre, préalable et éclairé et d'appuyer l'autodétermination. L'AEIC et la CCSN appuient cet engagement par le biais du PMPA.

3.1 Nations et communautés autochtones à consulter - probabilité moyenne à élevée d'impacts potentiels sur les droits

L'AEIC et la CCSN consulteront les Nations et communautés autochtones énumérées dans la section 3.1 et, le cas échéant, tiendront compte de leurs préoccupations concernant les impacts potentiels sur leur capacité d'exercer leurs droits autochtones. Ces consultations feront intégralement partie des travaux qui serviront de base à l'évaluation du projet.

CLASSÉ PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE

- Communauté métisse du Nord-Ouest de l'Ontario (Région 1 de la MNO)
- Nation ojibwée de Wabigoon Lake (Waabigonii Zaaga'igan)*
- Première Nation de Eagle Lake (Migisi Sahgaigan)
- Première Nation de Lac Seul (Obishikokaang)
- Première Nation de Seine River (Jiima'aaganing)
- Première Nation de Lac Des Mille Lacs (Nizaatikoong)

* La Nation ojibwée de Wabigoon Lake a fait savoir qu'elle mettrait en œuvre son propre processus indépendant d'évaluation et d'approbation réglementaires (PEAR) pour le projet. Ce processus est fondé sur les lois, les valeurs et les responsabilités du peuple anishinaabe. Dans un esprit de collaboration et afin de valoriser au maximum le leadership autochtone dans le cadre de l'évaluation

intégrée, l'AEIC et la CCSN soulignent et encouragent la NOWL dans son processus distinctif mené par la Nation. Le cas échéant, les résultats et les informations issus du PEAR peuvent être intégrés à l'évaluation intégrée par la NOWL.

4. Objectifs et méthodes de consultation et mobilisation

Le tableau 1 présente les objectifs et les méthodes mutuellement cernées par l'AEIC, la CCSN et les Nations et communautés autochtones afin d'assurer une consultation, une mobilisation et une collaboration significatives tout au long du processus d'évaluation d'impact intégrée, dans le but d'obtenir des décisions sur le consentement libre, préalable et éclairé des Nations et communautés autochtones identifiées dans le PMPA. L'AEIC et la CCSN visent à utiliser tous les outils dont ils disposent pour appuyer et faciliter la participation des Nations et communautés autochtones à des évaluations intégrées conformément à leurs propres lois, coutumes et processus.

Nations et communautés autochtones participent à l'élaboration et/ou à la révision des documents clés, notamment le présent plan, le projet de lignes directrices intégrées, le projet de mandat de la commission d'examen, l'étude d'impact du promoteur et le projet de conditions potentielles.

Tableau 1 : Objectifs et méthodes de consultation et mobilisation

- Donner la priorité à la mise en place de relations avec les Nations et communautés autochtones et à une communication permanente, respectueuse et privilégiée.
- Respecter les protocoles et les approches de consultation préconisés par les Nations et communautés autochtones et donner la priorité aux possibilités d'apprentissage mutuel afin de mieux comprendre les contextes culturels et territoriaux des Nations et communautés autochtones distinctes.
- Développer une sensibilisation commune au processus d'évaluation intégrée, en soulignant les possibilités de participation significative et en offrant des séances de formation individualisées ou en groupe.
- Offrir des possibilités de collaboration et de maximisation du leadership autochtone dans l'évaluation intégrée.
- Encourager et faciliter le partage, l'inclusion et la prise en compte du savoir autochtone.
- Encourager la souveraineté des données autochtones et les principes de propriété, de contrôle, d'accès et de possession (PCAP) pour lesquelles les Nations et communautés autochtones ont le contrôle de leurs propres données, de leur structure et de leur gestion.

- Déterminer une approche convenue pour gérer les informations confidentielles écrites et orales afin d'empêcher la divulgation non autorisée du savoir autochtones.
- Appuyer le renforcement des capacités et fournir du financement dans le cadre du Programme¹ d'aide financière des participants de l'AEIC afin d'appuyer la participation des Nations et communautés autochtones, y compris des Aînés, des jeunes, des enfants, des femmes, des hommes, des personnes en situation de handicap et des personnes de diverses identités de genre et bispirituelles, au processus d'évaluation intégrée.
- S'efforcer de réduire le chevauchement des tâches et le fardeau administratif pour les Nations et communautés autochtones dans le processus d'évaluation intégrée.
- Offrir des possibilités de cerner rapidement les questions et les préoccupations.
- Proposer des réunions techniques avec le promoteur ou les autorités fédérales pour aider les Nations et communautés autochtones à examiner les principaux documents tout au long du processus d'évaluation intégrée, tout en tenant compte des échéanciers et des besoins en matière de capacité.
- Proposer de collaborer à la rédaction de sections de rapports et d'évaluations, et notamment de collaborer à l'évaluation des impacts sur l'exercice des droits et des intérêts des populations autochtones.
- Établir des processus clairs pour déterminer et concevoir des mesures d'adaptation, le cas échéant.
- Élaborer des protocoles et des ententes de consultation propres à la communauté, selon le cas.
- Fournir de l'aide technique et des réponses rapides aux questions et demandes de renseignements et de documentation.
- Fournir des services de traduction dans les langues autochtones locales sur demande.

5. Activités de consultation et de mobilisation étape par étape

L'AEIC et la CCSN ont entrepris leur travail en matière de mobilisation pour le projet avant le début de l'étape préparatoire de l'évaluation intégrée. Des activités de préparation ont été menées afin d'aider les nations et les Nations et communautés autochtones à mieux comprendre et à prendre

¹ De plus amples renseignements sur les programmes d'aide financière de l'AEIC sont disponibles sur le site Web de l'AEIC : <https://www.canada.ca/fr/agence-evaluation-impact/services/participation-public-evaluations-impact/programmes-aide-financiere.html>

connaissance de processus d'évaluation intégrée et de valider leur intérêt potentiel pour l'évaluation. L'AEIC et la CCSN ont également encouragé et attendu du promoteur qu'il s'engage auprès des Nations et communautés autochtones potentiellement touchées ou intéressées, avant de soumettre leur description initiale de projet.

Les sections ci-dessous décrivent les principales étapes du processus d'évaluation intégrée et les méthodes de consultation et de mobilisation, y compris les possibilités de collaboration. L'AEIC et la CCSN encouragent le leadership et les approches autochtones dans la conduite des évaluations intégrées. Les Nations et communautés autochtones visées à la section 3 qui s'intéressent aux activités de consultation autres que celles incluses dans les sections ci-dessous sont invitées à élaborer un plan de consultation propre aux collectivités avec l'AEIC et la CCSN. Des plans de consultation propres à la collectivité sont élaborés en collaboration. Ils reflètent des engagements, des activités ou des occasions précises autres que ceux qui se trouvent dans le PMPA et guident la consultation avec une nation ou une communauté autochtone individuelle sur le projet proposé.

Activités de mobilisation et de consultation autochtones phase par phase

Étape 1 – Étape préparatoire

Cette phase a débuté le 5 janvier 2026 avec la réception de la description initiale de projet (DIP).

Activités prévues de l'AEIC et de la CCSN:

- Offrir des subventions pour soutenir la participation pendant les périodes de consultation publique de l'étape préparatoire.
- Chercher à connaître les Nations et communautés autochtones qui pourraient être touchées par le projet proposé, par exemple, en organisant des réunions ou des journées portes ouvertes, en participant à des activités communautaires et culturelles, le cas échéant.
- Partager les renseignements ou offrir une formation aux Nations et communautés autochtones afin de les aider à mieux comprendre le processus d'évaluation intégrée, à mettre en évidence les possibilités de collaboration et de leadership autochtone dans l'évaluation d'impact et à obtenir des commentaires sur les questions et les préoccupations clés et comprendre comment la CCSN réglemente tout au long du cycle de vie d'un projet.
- *S'il y a intérêt*, collaborer avec les Nations et communautés autochtones pour rédiger et examiner des ententes préliminaires concernant les répercussions possibles des projets sur les droits et les intérêts des Autochtones.
- Inviter à formuler des commentaires sur le sommaire de la description initiale du projet fournie par le promoteur. Les commentaires serviront à élaborer le résumé des questions fournies au promoteur.
- Inviter à formuler des commentaires sur les documents de planification provisoires :
 - Lignes directrices individualisées relatives à l'étude d'impact
 - Plan de mobilisation et de partenariat avec les Autochtones (PMPA)
 - Plan de participation du public (PPP)

Les commentaires peuvent comprendre l'identification d'études ou de plans régionaux existants qui pourraient éclairer l'évaluation du projet.
- Informer les Nations et communautés autochtones de la façon dont les commentaires et les renseignements des Nations et communautés autochtones peuvent être partagés (avec la

- permission) avec d'autres participants au processus d'évaluation intégrée, comme le promoteur, les autorités fédérales ou les autorités provinciales.
- Des sessions d'information (virtuelles et/ou en personne), des journées portes ouvertes et des réunions seront organisées pour :
 - informer les Nations et communautés autochtones sur le projet et le processus d'évaluation intégrée ; et
 - donner la possibilité de commenter les projets de plans.
 - Cette phase se termine par la publication de l'avis de lancement de l'étude d'impact et des documents connexes. L'AEIC et la CCSN continuent de répondre aux commentaires, aux questions et aux demandes.

Activités potentielles des Nations et communautés autochtones:

- Communiquer les préférences en matière de participation à l'AEIC et à la CCSN et collaborer à la planification de réunions, d'ateliers, etc.
- *S'il y a lieu*, partager les protocoles de consultation avec l'AEIC et la CCSN et l'approche souhaitée pour obtenir le consentement libre, préalable et éclairé d'une communauté.
- Examiner le sommaire de la description initiale du projet et partager les commentaires, les préoccupations ou les questions avec l'AEIC et la CCSN pendant la période de consultation publique ou par correspondance directe.
- Collaborer avec l'AEIC et la CCSN pour confirmer que les documents de planification pertinents reflètent avec exactitude les commentaires.
- Réviser les projets provisoires de plans d'intérêt et partager les commentaires, les préoccupations ou les questions avec l'AEIC et la CCSN au cours de la période de consultation ou par correspondance directe.
- Collaborer avec l'AEIC et la CCSN pour confirmer que les documents de planification pertinents reflètent avec exactitude les commentaires.
- Collaborer avec l'AEIC et la CCSN à l'élaboration d'un plan de consultation ou de mobilisation propre à la communauté, qui peut être annexé au PMPA final.
- Communiquer avec le promoteur au sujet de la participation souhaitée aux études liées au processus d'évaluation intégrée, y compris le financement connexe.

Étape 2 – Étude d'impact

Cette phase a débuté le (date), avec la publication de l'avis de lancement d'une évaluation d'impact et des documents connexes.

Activités prévues de l'AEIC et de la CCSN:

- Offre de discuter de la façon dont les commentaires d'une nation ou d'une communauté autochtone ont été pris en compte dans les documents de l'étape préparatoire.
- Offrir un financement aux Nations et communautés autochtones pour appuyer la participation aux phases restantes du processus d'évaluation intégrée.
- Continuer de partager les renseignements (réunions, séances d'information et/ou journées portes ouvertes) ou de fournir une formation aux Nations et communautés autochtones sur le processus d'évaluation intégrée et comment la CCSN réglemente les procédures.
- Publier des documents relatifs à l'évaluation intégrée et des commentaires obtenus sur le registre.

- Encourager le partage du savoir autochtone et des renseignements autochtones avec le promoteur afin de renforcer l'élaboration de l'étude d'impact du promoteur.
- Collaborer avec les Nations et communautés autochtones à la mise en œuvre du PMPA.
- Collaborer avec les Nations et communautés autochtones à la mise en œuvre de plans de consultation propres aux communautés, y compris des approches de collaboration et de partenariat, le cas échéant.
- Inviter à formuler des observations sur le mandat provisoire de la Commission d'examen.
- Discuter de l'évaluation des répercussions potentielles sur les droits et les intérêts avec les Nations et communautés autochtones intéressées.
- Aviser les Nations et communautés autochtones lorsque l'étude d'impact du promoteur est affichée sur le site Web du registre.
- Collaborer avec les Nations et communautés autochtones à l'élaboration d'approches de partenariat, le cas échéant, pour l'examen de l'étude d'impact du promoteur.
- Tenir une période de consultation publique sur le Sommaire de l'étude d'impact du promoteur.
- Demander aux Nations et communautés autochtones de donner leur avis sur les répercussions possibles du projet sur l'exercice de leurs droits et de déterminer si le promoteur a adéquatement défini les mesures d'atténuation et/ou d'adaptation, selon le cas, dans son étude d'impact.
- Organiser, au besoin, des réunions avec les Nations et communautés autochtones, le promoteur et les autorités spécialisées pour discuter de questions techniques.
- Aviser les Nations et communautés autochtones lorsque le mandat final du comité d'examen est affiché au registre et fournir une mise à jour des échéanciers pour la nomination de la Commission d'examen.
- Si nécessaire, l'AEIC et la CCSN solliciteront des commentaires sur tout accord conclu avec d'autres administrations concernant la mise en place d'une commission d'examen ou la coordination des procédures d'évaluation.

Activités potentielles des Nations et communautés autochtones:

- Demander un financement pour participer aux autres étapes du processus d'évaluation intégrée.
- Fournir une rétroaction sur les possibilités de partenariat et la mise en œuvre de plans ou d'accords de consultation ou de mobilisation pertinents.
- *S'il y a de l'intérêt*, collaborer avec l'AEIC et la CCSN afin d'établir une évaluation collaborative des répercussions potentielles que peuvent avoir des projets sur l'exercice de leurs droits et intérêts.
- Partager des points de vue portant sur les répercussions possibles que le projet peut avoir sur l'exercice des droits et des intérêts avec le promoteur pour documenter l'étude d'impact et, avec l'AEIC et la CCSN, pour appuyer son examen de l'étude d'impact.
- Collaborer avec le promoteur pour recueillir des renseignements pertinents sur les effets négatifs du projet (directs et indirects) et discuter avec lui des mesures d'atténuation et de surveillance qui permettraient de contrer les effets négatifs possibles pour documenter l'étude d'impact du promoteur.
- Examiner l'étude d'impact et faire part de commentaires, de préoccupations ou de questions à l'AEIC et à la CCSN pendant la période de consultation publique ou par correspondance directe.
- Examiner le mandat provisoire de la Commission d'examen et partager les commentaires, les préoccupations ou les questions avec l'AEIC et la CCSN pendant la période de consultation publique ou par correspondance directe.

- Partager le nom de candidats potentiels pour la composition d'une commission d'examen.

Étape 3 – Évaluation d'impact

Partie 1 – Dirigée par la commission d'examen

Cette partie de la phase d'évaluation d'impact intervient immédiatement après que l'AEIC a émis l'avis prévu au paragraphe 19(4) de la Loi sur l'évaluation d'impact, indiquant qu'elle est convaincue que le promoteur a fourni les informations et les études nécessaires

L'AEIC fixera les délais pour cette phase, y compris le délai pour la soumission du rapport de la commission d'examen et pour la publication des recommandations de l'AEIC sur les conditions potentielles dans le registre.

Activités prévues de l'AEIC et de la CCSN:

- Collaborer avec les Nations et communautés autochtones à la mise en œuvre du PMPA et du plan de consultation communautaire, selon le cas.
- Sensibiliser le public au processus d'évaluation intégrée, y compris aux possibilités de participation significative, et leur expliquer.
- Collaborer avec les nations autochtones pour soumettre à la Commission d'examen des analyses préliminaires, des recommandations et des conclusions relatives aux répercussions possibles des projets sur les droits ou les intérêts des Autochtones.
- Obtenir l'avis des nations et collectivités autochtones sur les informations contenues dans l'étude d'impact.
- Encourager les Nations et communautés autochtones à participer à l'audience publique tenue par la Commission d'examen.
- S'il y a intérêt, collaborer et rédiger ou présenter des documents en collaboration avec les Nations et communautés autochtones au cours de l'audience publique de la Commission d'examen.
- Collaborer avec les autorités fédérales et provinciales afin de réduire au minimum les répercussions sur les droits des Autochtones et, le cas échéant, de déterminer les mesures d'adaptation possibles.

Activités potentielles des Nations et communautés autochtones:

- Participer aux audiences et aux autres occasions organisées par la Commission d'examen.
- Si intéressé, inviter la Commission d'examen à visiter ou à tenir une séance d'audience dans la communauté.
- Collaborer avec la Commission d'examen pour s'assurer que l'audience intègre des considérations culturelles et soit ouverte aux membres de la collectivité.
- Fournir des présentations écrites, orales ou multimédias pour éclairer le processus de la Commission d'examen.
- Collaborer avec la Couronne pour soumettre à la Commission d'examen une analyse préliminaire, des recommandations et des conclusions relatives aux répercussions possibles des projets sur les droits ou les intérêts des Autochtones et/ou issus de traités.

Activités prévues par la Commission d'examen:

L'orientation et la formation de la commission d'examen peuvent avoir lieu pendant la phase de l'évaluation d'impact. Les activités suivantes peuvent avoir lieu au cours de la phase de l'étude d'impact ou de l'évaluation d'impact préliminaire.

- Communiquer avec les Nations et communautés autochtones afin de savoir si elles sont ouvertes à organiser des activités de formation et d'orientation culturelles si une nation ou une communauté autochtone est disposée à fournir ces renseignements à la Commission d'examen.
- Lire les communications des Nations et communautés autochtones sur le site Web du registre afin de se familiariser avec ce qui a été partagé à ce jour par les participants.

Pendant l'étape d'évaluation d'impact

- Recueillir des renseignements de tous les participants sur leurs points de vue en ce qui concerne le projet, ses répercussions et les solutions possibles.
- Publier les mises à jour et les renseignements sur le registre et tenir à jour une liste de distribution par courriel pour tenir les participants informés.
- Demander des renseignements supplémentaires à tout participant, y compris le promoteur, au besoin.
- Organiser d'autres occasions de participation afin de remplir le mandat de la Commission d'examen, y compris avec les Nations et communautés autochtones.
- Organiser des séances d'information pour expliquer les procédures d'audience et les échéanciers des présentations à la Commission d'examen, y compris avec les Nations et communautés autochtones.
- Inviter les Nations et communautés autochtones à fournir des renseignements sur les répercussions possibles du projet sur les droits et les intérêts des Autochtones, ainsi que sur les conditions et les mesures d'atténuation possibles pour y remédier.
- Organiser des audiences publiques significatives et accessibles dans les collectivités les plus susceptibles d'être affectées par le projet. Les délais de participation, les dates, les lieux et la durée des audiences publiques seront déterminés par la commission d'examen et seront annoncés dans un avis d'audience publique.

Rédiger un rapport d'évaluation d'impact avec la justification, les conclusions, les recommandations et les conditions, y compris sur les questions relatives aux peuples autochtones et les répercussions des projets sur l'exercice des droits des Autochtones.

Étape 3 – Évaluation d'impact

Partie 2 – Sous la direction de l'AEIC et de la CCSN, sur présentation du rapport d'évaluation d'impact de la Commission d'examen

Activités prévues de l'AEIC et de la CCSN:

- Publier le rapport d'évaluation d'impact et les conditions possibles sur le site Web du registre et

- informer les Nations et communautés autochtones.
- Obtenir des commentaires ou des opinions sur les ajouts ou les changements apportés aux conditions proposées par la Commission d'examen.
- Consulter les Nations et communautés autochtones au sujet des mesures complémentaires proposées ou d'autres mesures d'adaptation (selon le cas) concernant les répercussions négatives possibles sur l'exercice de leurs droits et leurs intérêts.
- Collaborer avec les Nations et communautés autochtones à la résolution des questions en suspens.
- En collaboration avec les Nations et communautés autochtones, finaliser l'analyse et les conclusions du Rapport sur les consultations et les accommodements.
- Soumettre le Rapport d'évaluation d'impact, les conditions possibles et le Rapport sur les consultations et les mesures d'adaptation au gouverneur en conseil afin de documenter le processus décisionnel fédéral.

Activités potentielles des Nations et communautés autochtones:

- Présenter des points de vue à l'AEIC et à la CCSN sur la pertinence de la consultation tout au long du processus d'évaluation intégrée.
- Examiner, rédiger ou rédiger en collaboration des sections du Rapport sur les consultations et les mesures d'adaptation propres aux nations ou aux communautés.
- Fournir des commentaires sur le Rapport d'évaluation d'impact et les conditions fédérales possibles.
- Déterminer les considérations clés qui seront utilisées pour appuyer et documenter le processus décisionnel fédéral.
- *S'il y a intérêt*, partager avec l'AEIC et la CCSN les résultats du processus communautaire ou de la décision concernant le consentement au projet proposé.

Étape 4 – Phase de décision

Cette phase commence à compter de la publication des recommandations de l'IAAC sur les conditions potentielles, et se termine avec la décision du gouverneur en conseil.

Activités prévues de l'AEIC et de la CCSN:

- Élaborer les documents nécessaires pour appuyer la décision du gouverneur en conseil.
- Publier l'énoncé de décision sur le site Web du registre, avec les motifs et les conditions, le cas échéant.
- Informer le promoteur, les Nations et communautés autochtones et le public de la déclaration de décision émise par le gouverneur en conseil, et, le cas échéant, toute nouvelle condition à laquelle le promoteur doit se conformer.
- Maintenir un dialogue continu avec les Nations et communautés autochtones, leur offrant ainsi des occasions de se renseigner sur les prochaines étapes.

Activités potentielles des Nations et communautés autochtones:

- Poursuivre le dialogue avec la Couronne et le promoteur s'il y a des questions en suspens.
- Communiquer de façon indépendante avec les ministres qui peuvent être responsables de la prise

de décisions, si désiré.

Étape 5 – Étape postérieure à la décision (si le projet est approuvé)

Cette phase commence après la publication de l'énoncé de décision au promoteur.

La déclaration de décision expire si le promoteur ne débute pas l'essentiel de la réalisation du projet dans un certain délai. Cette période est déterminée par le ministre au cours de la phase 4, en tenant compte des commentaires fournis par le promoteur.

Activités prévues de l'AEIC et de la CCSN:

- Prendre une première décision d'autorisation en vertu de la LSRN, si la décision du gouverneur en conseil relative à l'évaluation d'impact autorise la poursuite du projet. Cette étape intervient après la publication de la déclaration de décision par le gouverneur en conseil.
- Informer les Nations et communautés autochtones, le promoteur et le public de la déclaration de décision émise par le gouverneur en conseil et de la décision d'autorisation de la commission d'examen.
- Entreprendre des activités de conformité et d'application, y compris avec les Nations et communautés autochtones, le cas échéant.
- Publier les renseignements et les résultats sur la conformité et l'application sur le site Web de l'AEIC et/ou du registre de la CCSN, s'il y a lieu.
- Transférer les responsabilités de l'AEIC en matière de coordination des consultations de la Couronne fédérale à la CCSN.
- Poursuivre la collaboration de la CCSN avec les Nations et communautés autochtones et assumer ses responsabilités en matière de consultation de la Couronne, selon les besoins, si le promoteur poursuit la délivrance de permis pour la construction, l'exploitation et le déclassement éventuel du projet.
- La CCSN administre l'aide financière aux participants pour soutenir la participation des Autochtones aux futurs processus d'autorisation tout au long du cycle de vie du projet.
- La CCSN collaborera avec les Nations et communautés autochtones en ce qui concerne la surveillance, le suivi et l'établissement de rapports tout au long du cycle de vie du projet.
- La CCSN informera les Nations et communautés autochtones par divers canaux de communication et s'acquittera de son obligation de consulter les peuples autochtones tout au long des phases réglementaires de la CCSN, en encourageant la réconciliation et en intégrant leur contribution dans les processus réglementaires.

Activités potentielles des Nations et communautés autochtones:

- Participer aux activités de suivi et de surveillance.
- Soumettre des commentaires relatifs à des problèmes de conformité et/ou d'application.
- Participer aux activités de mise en conformité et d'application, le cas échéant.
- Soumettre des commentaires à l'AEIC sur les modifications éventuelles à apporter à la déclaration de décision, si une modification s'impose.
- Collaborer avec la Couronne pour s'assurer que les activités de conformité et d'application de la loi sont adaptées aux intérêts particuliers de la nation et à sa capacité de participer aux activités de surveillance de la conformité.

- Participer et collaborer avec la CCSN dans le cadre du contrôle, de l'établissement de rapports et de la surveillance continue du projet.
- Participer aux processus réglementaires et aux processus décisionnels de la CCSN pour les prochaines phases de délivrance de permis.

6. Rôles et responsabilités des organismes gouvernementaux

L'équipe d'examen gouvernementale et la coordination provinciale

Un collectif d'autorités fédérales et ministères de l'Ontario participants, connu sous le nom d'équipe d'examen gouvernementale (EEG), participera également à l'évaluation intégrée. L'EEG apporte son expertise ou ses connaissances spécialisées au processus d'évaluation intégrée et appuie l'AEIC et la CCSN dans leurs travaux avec les Nations et communautés autochtones afin de comprendre et de traiter les répercussions sur les droits et les intérêts des Autochtones. Les autorités fédérales qui peuvent participer à l'évaluation, dans le cadre du EEG, comprennent :

[Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario](#)

[Emploi et Développement social Canada](#)

[Environnement et Changement climatique Canada](#)

[Femmes et Égalité des genres Canada](#)

[Innovation, Sciences et Développement économique Canada](#)

[Ministère des Pêches et des Océans](#)

[Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord](#)

[Ressources naturelles Canada](#)

[Santé Canada](#)

[Services aux Autochtones Canada](#)

[Transports Canada](#)

Autres autorisations fédérales et le plan de délivrance de permis

Un plan d'autorisation a été élaboré par l'AEIC, en collaboration avec la CCSN, afin de définir les permis, licences et autorisations fédéraux qui pourraient être nécessaires à la poursuite du projet si le ministre rendait une décision autorisant sa mise en œuvre.

Les autorités fédérales identifiées dans le plan de délivrance de permis, ainsi que celles disposant d'avis d'experts supplémentaires, interviendront, au besoin, pour clarifier les exigences en matière d'information liées à leur mandat ou à leurs domaines d'expertise.

Le [plan de délivrance de permis provisoire](#) peut être consulté sur le site web du registre.

Autorités provinciales et le plan de coopération

Bien que le projet relève de la juridiction fédérale de la Loi sur l'assurance contre les accidents nucléaires (IAA) et de la Loi sur la sûreté nucléaire (NSCA), les activités liées au projet peuvent être soumises à des exigences provinciales.

L'IAAC et la CCSN ont élaboré un plan de coopération provisoire afin de définir les intentions et les plans relatifs à un processus d'évaluation coopératif pour le projet. Les commentaires des ministères provinciaux susceptibles d'imposer des exigences en matière d'évaluation environnementale, de permis ou d'autorisation liées au projet sont sollicités pendant la période de consultation publique en vue d'élaborer le plan de coopération définitif.

Le [plan de coopération provisoire](#) peut être consulté sur le site Web du registre.

7. Aide financière aux participants

En plus du financement disponible pour l'étape préparatoire, des fonds sont également disponibles pour aider les Nations et communautés autochtones à participer tout au long du reste du processus d'évaluation intégrée par l'entremise du Programme d'aide financière aux participants de l'AEIC. Cette aide financière sera mise à disposition pour soutenir les commentaires sur la déclaration d'impact du promoteur, ainsi que les versions provisoires du mandat de la commission d'examen et des procédures d'audience publique.

Pour obtenir des renseignements sur les activités admissibles au financement ou sur la façon de présenter une demande de financement, veuillez consulter les Lignes directrices du Programme national d'aide financière aux participants de l'AEIC à la page suivante :

<https://www.canada.ca/fr/agence-evaluation-impact/services/participation-public-evaluations-impact/programmes-aide-financiere/programme-aide-financiere-participants.html>

La CCSN offre des possibilités de financement par l'intermédiaire du Fonds de soutien aux capacités des parties intéressées et des Nations et communautés autochtones (FSCPIA). Les possibilités de financement offertes par le FSCPIA permettent aux Nations et communautés autochtones d'acquérir des connaissances dans le secteur nucléaire et de participer aux processus de réglementation de la CCSN avant et pendant le cycle de vie des installations et des activités nucléaires au Canada. Les informations relatives aux voies de financement du FSCPIA et le guide de demande de financement aux termes du FSCPIA peuvent être consultés en cliquant sur le lien suivant :

[Fonds de soutien aux capacités des parties intéressées et des Autochtones](#)

8. Protéger le savoir autochtone confidentiel

Le savoir autochtone partagé en toute confidentialité est protégé contre la divulgation en vertu de l'article 119 de la LEI, sauf si un consentement écrit est fourni, ou si l'information est publiquement disponible. De plus, le savoir autochtone partagé en toute confiance pourrait être divulgué à certaines parties si la divulgation est nécessaire pour assurer l'équité procédurale et la justice naturelle ou pour être utilisée dans des procédures judiciaires. Cela garantit que les personnes intéressées ont une occasion équitable de participer aux processus qui pourraient vraisemblablement avoir des répercussions sur leurs intérêts, et qu'elles ont accès à toutes les informations et données probantes sur lesquelles se base le décideur.

Si une nation ou une communauté autochtone désire fournir des documents qui contiennent des renseignements confidentiels ou sensibles qui devraient être protégés contre la divulgation au public, veuillez communiquer avec l'AEIC (voir la section 10) avant de soumettre les renseignements, afin de veiller à ce que la présentation soit traitée de façon appropriée. Remarque : L'AEIC et la CCSN doivent consulter chaque nation ou communauté autochtone avant de divulguer le savoir autochtone partagé à titre confidentiel

Les politiques et les lignes directrices pour l'examen et la protection du savoir autochtone comprennent les suivantes :

- [Intégration du savoir autochtone et collaboration avec les communautés autochtones](#) (AEIC)
- [Protection du savoir autochtone confidentiel](#) (AEIC)
- [Foire aux questions sur le savoir autochtone dans les évaluations d'impact fédérales](#) (AEIC)
- [Cadre stratégique pour le savoir autochtone](#) (CCSN)

9. Comment soumettre des commentaires

L'AEIC et la CCSN invitent les Nations et communautés autochtones à partager leurs commentaires et leurs renseignements pendant le processus d'évaluation intégrée. L'AEIC et la CCSN sont ouverts à recevoir des commentaires et des renseignements par divers moyens, y compris verbalement ou par écrit. Les Nations et communautés autochtones sont invitées à soumettre leurs commentaires en contactant directement l'équipe du projet (voir la section 10) ou par l'intermédiaire du site Web du registre (88774) à <https://iaac-aeic.gc.ca/050/evaluations/proj/88774>. Les pièces jointes peuvent également être téléversées à l'aide de cette fonction. Si vous rencontrez des difficultés avec le processus de soumission, veuillez communiquer avec l'AEIC (voir la section 10).

Les commentaires, dans le format de votre choix (écrit, oral, visuel, etc.), et autres documents reçus par l'AEIC et la CCSN feront partie du dossier du projet et seront affichés sur le site Web du registre, à l'exception des commentaires ou des documents jugés confidentiels ou assujettis à une clause de non-divulgence. La [politique sur les présentations de l'AEIC](#) détermine quels renseignements peuvent

être partagés publiquement et quels renseignements doivent rester confidentiels. Pour de plus amples renseignements sur la façon dont nous protégeons votre vie privée, veuillez consulter l'[Avis de confidentialité de l'AEIC](#). Si vous ne souhaitez pas que votre commentaire soit publié sur le site Web du registre, veuillez joindre l'AEIC avant de soumettre votre commentaire.

10. Coordonnées générales

Si vous avez des questions ou besoin de renseignements, veuillez communiquer avec le bureau de l'AEIC responsable de coordonner le processus d'évaluation intégrée pour ce projet :

Projet de dépôt souterrain en couches géologiques profondes du combustible nucléaire irradié du Canada

Agence d'évaluation d'impact du Canada

À l'attention de : Évaluation pour le projet de dépôt souterrain en couches géologiques profondes du combustible nucléaire irradié du Canada

160, rue Elgin, 22^e étage

Ottawa (Ontario) K1A 0H3

Téléphone : 343-598-5270

Courriel : nuclearwaste-dechetsnucleaires@iaac-aeic.gc.ca